

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Train-d-enfer-les-elus-ont-ete-1984>

Réseau Sortir du nucléaire > Le Réseau en action > Campagnes et mobilisations nationales > Archives campagnes > Transports nucléaires > Archives suivi des transports > Train d'enfer : transport La Hague-Gorleben (5-9 novembre 2010) > Communiqués de presse - Pressemitteilungen - Press Releases > **Train d'enfer : les élus ont été tenus dans l'ignorance !**

6 novembre 2010

Train d'enfer : les élus ont été tenus dans l'ignorance !

Le Réseau "Sortir du nucléaire" révèle que les maires des nombreuses communes traversées n'ont pas été informés du passage du train radioactif qui vient de rejoindre l'Allemagne. Le "train d'enfer" a pourtant parcouru 1500 km en France à travers 12 départements. En tenant les élus du peuple dans la plus stricte ignorance de leurs activités, AREVA et le lobby nucléaire montrent tout leur mépris envers la démocratie. Un véritable Tchernobyl sur rail a circulé en France pendant 24 h d'ouest en est, et l'Etat aurait voulu que les citoyens n'en sachent rien. Le "fait du prince" atomique est inadmissible.

Le Réseau "Sortir du nucléaire" a joué son rôle de lanceur d'alerte en révélant le trajet et les horaires du train d'enfer. Le dispositif policier n'aura pas réussi à faire taire les antinucléaires, et met en lumière l'opacité et l'autoritarisme qui entourent le nucléaire. AREVA a dû détourner le "train d'enfer" 2 fois de suite (une première !) pour fuir les regards des militants et des journalistes.

Le train a maintenant passé la frontière allemande. Le Réseau "Sortir du nucléaire" apporte tout son soutien aux actions de protestation non-violentes menées par les citoyens allemands, notamment le blocage de Berg et la grande manifestation qui a rassemblé aujourd'hui 50 000 personnes à Dannenberg, dans la région où les déchets seront entreposés.

Le Réseau "Sortir du nucléaire" dénonce le dispositif policier impressionnant, son coût pour la démocratie... et pour les contribuables ! La collectivité paye des centaines de milliers d'euros pour le déploiement impressionnant des forces de l'ordre (hélicoptères, compagnies de CRS...) qui protègent les seuls intérêts d'AREVA et de l'industrie nucléaire. Quant au coût de la gestion des déchets nucléaires, il demeure inconnu, même si l'on sait qu'il sera astronomique. Et pour cause : il n'existe aucune solution pour gérer ces déchets. La seule politique responsable est d'arrêter d'en produire, donc de sortir du nucléaire.

Contacts presse :
Charlotte Mijeon : 06 75 36 20 20

Nadine Schneider : 06 85 50 82 77
Jean-Pierre Minne : 06 71 07 24 47
Daniel Roussée : 06 61 97 83 28